

# COMUNDO NEWS

Des coopérant·e·s pour un monde plus juste



4 – 11 | DOSSIER

## Multinationales : responsables ?

**10 | COLOMBIE**  
El Hatillo,  
le destin d'un village

**12 | INITIATIVE**  
Interview du Co-président  
Dick Marty

**14 | BILAN DE PROJET**  
Répartition équitable  
de l'eau au Pérou





Dans la ville péruvienne de Cerro de Pasco, l'air et l'eau sont empoisonnés par des métaux lourds. La gigantesque mine de la société Volcan contrôlée par Glencore en est responsable. L'empoisonnement au plomb a malheureusement des conséquences dramatiques, en particulier pour les enfants : anémie, handicap, paralysie.



CHÈRES LECTRICES, CHERS LECTEURS,

# DE LA RICHESSE DE GLENCORE À LA PAUVRETÉ D'ESPINAR

**A**près 40 ans d'intense activité minière à Espinar, dans la région de Cusco au sud du Pérou, les habitants continuent de vivre dans la misère, marquée par la malnutrition et l'anémie infantile. 67% de la population est considérée comme pauvre et 30% souffre d'extrême pauvreté. Avec tant de profit à proximité, il est inexplicable d'en arriver à cette situation.

La multinationale suisse Glencore a été épinglée plusieurs fois alors qu'elle établissait des accords avec les autorités locales sur des affaires de violations des droits humains : accaparement pur et simple de territoires des populations indigènes, pollutions des sols et contamination de l'eau. Certaines rivières ont même été asséchées. Les conséquences sur la santé des populations sont dramatiques.

Les habitants qui revendiquent leurs droits sont persécutés judiciairement, condamnés et parfois même emprisonnés. Des accords avec les politiques sont passés pour réprimer les protestations et les forces de police assurent même la sécurité privée des industries minières.

Les coopérant-e-s de Comundo contribuent à documenter ces abus afin que la population locale puisse faire valoir ses droits devant les autorités. De plus, ils et elles permettent de dénoncer ces faits en Suisse et de faire pression pour mettre fin à ces injustices. Dans ce numéro, vous pourrez lire les témoignages des coopérant-e-s Mattes Tempelmann et Nicole Maron au Pérou, et de Julia Schmidt en Colombie.

Il s'agit d'être solidaire, mais surtout conscient de faire partie d'un seul et même monde. Le peuple suisse votera le 29 novembre sur l'Initiative pour des multinationales responsables. Comundo fait partie de la coalition de plus de 100 organisations de la société civile qui l'a lancée. Le principe vise une évidence : lorsque des multinationales polluent des rivières, exploitent des populations ou détruisent des régions entières, elles doivent répondre de leurs actes. Dick Marty, Co-président du comité d'initiative, répond à une interview en page 12. Bonne lecture !



José Ramiro Llatas Pérez, directeur du programme Pérou de Comundo et avocat spécialisé dans la défense des droits humains, Cusco, août 2020.



**Photo de couverture : au Pérou, le 3 avril 2018, quarante agents policiers et des employés de Glencore ont tenté d'expulser des paysans indigènes de leurs terres ancestrales. Cette violente attaque a eu lieu dans la commune d'Alto Huarca (province d'Espinar) et visait à étendre la mine de cuivre d'Antapaccay exploitée par Glencore-Xstrata.**

Photo : Vidal Merma



# Quand l'industrie minière profite du coronavirus

Au Pérou, les violations des droits humains et les dégâts environnementaux causés par l'industrie minière menacent les habitats des indigènes. À cela s'ajoute désormais la pandémie, qui profite au lobby minier. État des lieux avec notre coopérant Mattes Tempelmann.

Auteur : Mattes Tempelmann





La mine d'Antapaccay exploitée par le groupe suisse Glencore à Espinar (vers Cusco au Pérou), a un grave impact sur l'environnement et la santé de la population indigène des environs, en particulier pour la communauté d'Alto Huancané et le fleuve Rio Salado. Antapaccay est un projet d'extension de la mine Tintaya située à 10 km de là.

Miguel Gutiérrez



**L**e Pérou est le 6<sup>e</sup> pays le plus touché au monde par le coronavirus. Mi-août, le gouvernement dénombrait déjà 516 000 cas. Un confinement national a été instauré, sous contrôle strict de l'armée. Les travailleuses et travailleurs du secteur informel, comme les marchand-e-s, les cireurs de chaussure, les chauffeurs de taxi ou les employé-e-s de maison, en sont les premières victimes. Deux tiers de la population voient ainsi leur existence menacée.

### Pas de confinement pour l'activité minière

Le confinement est l'affaire de tous... sauf des exploitants miniers. Le gouvernement péruvien a cédé à la pression du lobby et les mines peuvent continuer à tourner sans restriction. Les conséquences sont dramatiques : le 21 mai, 753 travailleurs des mines avaient déjà été infectés au Covid-19. Les activités minières se poursuivent par ailleurs sans aucun contrôle environnemental puisque les autorités compétentes n'ont pas le droit de travailler durant ce confinement. Les comités de contrôle locaux issus de la société civile sont eux aussi à l'arrêt.

## Nous avons remarqué que le gouvernement péruvien profitait de la crise du coronavirus pour relancer certains projets miniers critiques.

L'association Red Muqui a eu connaissance de nombreux problèmes, comme des déversements ou des fuites d'effluents toxiques dans les eaux, résultat direct de l'absence de contrôles, dont profitent sans scrupule les sociétés minières. Je travaille déjà depuis 6 ans avec Comundo pour Red Muqui. Cette association représente 29 organisations péruviennes actives dans le développement durable, la protection de l'environnement et la défense des droits des populations touchées par les activités minières. Comme géographe, j'accompagne des groupes de travail sur les questions de la gestion de l'eau, de l'aménagement du territoire, des contrôles environnementaux et des conflits socio-écologiques.

Red Muqui recense entre autres les dégâts environnementaux signalés par des habitant-e-s des régions concernées. Ainsi, on nous a rapporté que dans la pro-




vince de Santiago de Chuco, des sociétés minières formelles et informelles (aussi bien nationales qu'internationales) étaient en activité en amont d'un bassin versant. Cela engendre une détérioration et une contamination de l'eau que la population utilise dans ses foyers, pour l'élevage ou encore pour l'agriculture. Et les autorités compétentes ne font absolument rien pour contrôler ces activités.

### Expansion des projets miniers durant la pandémie

Au contraire, nous avons remarqué que le gouvernement péruvien profitait de la crise pour relancer certains projets miniers critiques. Nous avons été particulièrement marqué-e-s par les déclarations de Susana Vilca, la ministre de l'Énergie et des Mines, sur le projet de la mine de Conga à Cajamarca (de l'entreprise états-unienne Newmont) et celui de Tía María, à Arequipa (du groupe mexicain Southern Copper Corporation) : « Les feux sont au vert en ce qui concerne les normes environnementales et sociales. Nous devons de toute façon rouvrir les mines tôt ou tard ; l'exploitation minière est indispensable ». Ce qui est très inquiétant, c'est que les deux projets font l'objet de graves préoccupations techniques et environnementales. Les entreprises concernées ne sont absolument pas soutenues par les populations locales, qui ne veulent pas d'activités minières sur leurs terres.

Le projet de Tía María sera suivi de très près, car il ne respecte pas les conditions environnementales et





La lutte sans fin contre la destruction de l'environnement par l'exploitation minière : manifestations contre la mine de Tía María dans la vallée de Tambo, analyses des eaux et détection de la pollution à Espinar, puis un atelier donné par Mattes Tempelmann avec des membres de Red Muqui pour cartographier les activités des comités environnementaux.

Red Muqui

sociales nécessaires. La population de cette vallée fertile de Tambo pratique une agriculture prospère, qui emploie des milliers de personnes et approvisionne la population de tout le pays en légumes, en fruits et en riz.

### L'agriculture plutôt que les mines

Le cas de Tía María résume à lui seul l'écart existant au Pérou entre l'exploitation minière et l'agriculture : le gouvernement veut faire aboutir un projet minier, qui sert des intérêts économiques privés, sans se soucier aucunement des besoins de la population locale. Le réseau Red Muqui estime qu'une relance économique de la région nécessite de promouvoir des activités territoriales et locales alternatives, comme une agriculture qui permettra d'assurer la subsistance des Péruviennes et Péruviens en période de crise.

Les organisations rurales et les « rondes » paysannes, les *Rondas Campesinas*, revendiquent un soutien accru pour l'agriculture. Durant le confinement, elles ont continué à se rassembler, comme au début du mois de mai à Santiago de Chuco dans la région de La Libertad, pour protester contre le soutien unilatéral à l'activité minière et la marginalisation systématique de l'agriculture qui en découle. Elles ont également appelé les autorités locales à décentraliser la commercialisation des produits alimentaires et ont demandé la mise en place de contrôles des entreprises minières pour prévenir une nouvelle contamination au coronavirus des communautés vivant à proximité des mines. Résultat :

sous la pression des syndicats agricoles, de communautés paysannes et d'organisations de la société civile, le Congrès de la République a adopté certaines revendications. Ainsi, la relance économique ne se basera pas exclusivement sur les activités extractives comme l'exploitation minière, mais devra également prendre en compte l'agriculture. Red Muqui suivra très attentivement l'évolution de cette situation. ➔

Plus d'info sur le projet de Mattes Tempelmann :  
→ [www.comundo.org/fr/tempelmann](http://www.comundo.org/fr/tempelmann)

## Merci pour votre don !

Les engagements de nos coopérant·e·s ne sont possibles que grâce à vos dons. Nous vous remercions pour votre soutien.

CCP : 17-1480-9

IBAN : CH89 0900 0000 1700 1480 9

Faites un don en ligne ! Choisissez simplement le pays ou le projet que vous souhaitez soutenir sur la page :

→ [www.comundo.org/dons](http://www.comundo.org/dons)





Violences policières contre les communautés indigènes qui protestent contre les mines : en avril 2018 à Alto Huarca (photo de droite) et à la mine d'Antapaccay en mai 2012 (photo de gauche). Le leader Felix Yauri Usca de la communauté de Tintaya Maquiri, qui a toujours participé aux manifestations avec un drapeau blanc, a été tué par des violences policières en 2012.



## 17 métaux lourds dans le sang

Des multinationales minières telles que l'entreprise suisse Glencore causent de graves dommages au Pérou. Jaime Borda, secrétaire général de l'ONG Red Muqui, partenaire de Comundo, nous parle des protestations à Espinar et du pouvoir des entreprises.

Interview : Nicole Maron

**L**e Pérou est l'un des plus grands exportateurs mondiaux de métaux comme le cuivre, l'or, l'argent et le zinc. L'activité minière compte parmi les principaux secteurs économiques du pays, représentant 60% des exportations et 20% de l'impôt sur le revenu. Pourtant, aussi lucratif que cela soit pour l'État, cela a un prix : les répercussions sur l'environnement et les populations locales sont immenses. La Suisse étant l'un des acheteurs les plus importants de métaux péruviens aux côtés de la Chine, du Japon et des États-Unis, elle porte une part de responsabilité dans les graves dégâts environnementaux et les violations de droits humains causés.

Glencore fait partie des plus grands producteurs de métaux au monde, avec 150 sites dans plus de 50 pays et un siège à Baar (canton de Zoug). La multinationale contrôle la moitié du marché mondial du cuivre. Trois de ses mines se trouvent à Espinar, dans le département sud-péruvien de Cusco, à proximité directe de 13 communautés indigènes, victimes depuis 35 ans des conséquences de l'industrie minière. Aujourd'hui, plus de 40% du territoire d'Espinar est sous concession d'exploitation.

### Comundo dénonce les violences policières

En 2018, Comundo a rapporté comment, dans la communauté d'Alto Huarca, les employés de Glencore et la

police avaient expulsé des familles indigènes de leurs terres afin d'étendre la zone minière (les photos en témoignent). Le conflit se poursuit : mi-juillet de cette année, les habitants d'Espinar ont appelé à une grève illimitée, car Glencore ne respecte pas l'accord-cadre pour la mine d'Antapaccay et refuse de verser aux communautés touchées les indemnités prévues par le contrat. La police avait alors annoncé qu'elle interviendrait avec la plus grande rigueur en cas d'actions de protestation.

**COMUNDO NEWS : Jaime Borda, vous étiez sur place à Alto Huarca lors des événements de 2018. En 2012, vous avez été arrêté avec d'autres leaders indigènes. Comment en est-on arrivé là ?**

**Jaime Borda :** C'était en mai 2012, lors d'une grande manifestation à Espinar. La multinationale minière suisse Xstrata, ayant depuis fusionné avec Glencore, n'avait pas respecté l'accord conclu avec les communautés indigènes et était accusée d'avoir causé de nombreux dégâts environnementaux. Cela a donné lieu à des altercations et de nombreuses personnes ont été arrêtées, dont moi. Au moins 2000 policiers avaient été mobilisés sur le terrain, ceci grâce au financement direct de l'entreprise multinationale. Cela est illégal au Pérou. Deux personnes sont décédées suite à des coups de feu tirés par les policiers lors de cet événement. Quelques





Vidal Merma

jours plus tard, l'état d'urgence a été déclaré dans toute la région et a permis à la police d'établir un contrôle total sur le territoire. J'étais sur place en tant que collaborateur de l'ONG « Droits humains sans frontières » pour accompagner les communautés indigènes et j'ai été accusé d'atteinte à la sécurité publique, d'entrave à la circulation, de trouble à l'ordre public et de terrorisme.

## Hormis les conflits liés à leurs terres, les populations subissent des atteintes graves au niveau de la santé.

### **Ces protestations ont-elles changé les choses ?**

Des négociations menées par la suite ont permis de conclure des accords avec l'État et l'entreprise multinationale, mais ceux-ci n'ont pas été complètement appliqués durant des années. Les communautés locales n'ont donc cessé de protester depuis lors, surtout après avoir appris le projet d'ouverture d'une troisième mine à proximité des deux premières. Pour la population d'Espinar, cela signifie vivre encore au moins 50 ans avec les conséquences néfastes de l'extraction minière.

### **De quelles conséquences s'agit-il concrètement ?**

A part les conflits au sujet de l'occupation de leurs terres, les populations subissent des atteintes graves au niveau de leur santé. Deux études publiques de 2011

et 2013 ont prouvé que plus de 850 personnes avaient des traces de métaux lourds dans le sang, parfois même 17 différents. D'autres études font état de la haute contamination des deux rivières utilisées par les communautés indigènes pour boire et faire boire leurs animaux. Pourtant, l'État avance que ce n'est pas l'activité minière qui en est la cause, mais plutôt des dépôts minéraux naturels dans la région. Il s'agit là d'une position qui protège la multinationale minière, et c'est malheureusement souvent ainsi que cela se passe.

### **Comment Red Muqui peut-elle améliorer la situation des communautés indigènes à cet égard ?**

Red Muqui regroupe 29 organisations réparties dans 11 régions du pays, dont la plupart soutiennent les communautés indigènes. C'est très difficile d'engager un dialogue avec l'État ou avec les entreprises multinationales et de changer fondamentalement leurs méthodes. Nous nous concentrons donc sur le renforcement de la société civile pour que les communautés concernées puissent défendre leurs droits. Notre deuxième champ d'action touche aux médias et à la sensibilisation de la population à l'échelle locale, nationale et internationale.

### **Vous êtes venu en Europe en 2017 pour dénoncer officiellement Glencore. Comment cela s'est-il passé ?**

Nous avons présenté notre rapport « alternatif », qui souligne les dégâts causés par le groupe, à l'assemblée des actionnaires de la Deutsche Bank, qui finance Glencore, ainsi qu'à l'assemblée générale de Glencore, en Suisse. Ils nous ont laissé cinq minutes et ont ensuite rejeté tous nos griefs. Mais nous avons aussi organisé des conférences de presse et rallié quelques parlementaires à notre cause.

### **L'actuelle Initiative suisse pour des multinationales responsables peut-elle améliorer la situation sur place ?**

Les mécanismes de contrôle et de sanction par les autorités péruviennes ne fonctionnent pas : la législation privilégie l'industrie minière. Cette Initiative est donc primordiale, car elle permettra aux populations touchées de faire valoir les standards minimaux en matière de droits humains et d'environnement (ndlr. plus d'info sur l'initiative en page 12). ➔

Plus d'info sur le projet de Nicole Maron :  
→ [www.comundo.org/fr/maron](http://www.comundo.org/fr/maron)



**Jaime Borda,**  
secrétaire général  
de l'organisation  
Red Muqui, partenaire  
de Comundo.

**Nicole Maron,**  
journaliste et coopé-  
rante de Comundo à  
l'Institut d'étude de  
la culture andine à  
Puno au Pérou.





# Les mines d'El Hatillo : le destin d'un village

Le gouvernement colombien considère l'extraction et l'exportation de charbon comme un moteur économique, aux dépens des populations vivant près des mines. La journaliste et coopérante de Comundo Julia Schmidt nous raconte le destin d'El Hatillo.

Auteure : Julia Schmidt, Photos: Juan Manuel Peña



Ma famille, mes voisins... Nous devrions tous ici avoir le droit de vivre en paix et de manière saine », explique Yolima Parra, une habitante d'El Hatillo. Depuis que j'ai commencé mon engagement pour Comundo début 2018 et que je me suis rendue quelques mois plus tard à El Hatillo, j'ai souvent entendu de tels propos. « Je prie Dieu chaque soir de faire cesser ce cauchemar ». Ce cauchemar, c'est le relogement des habitant-e-s, qui traîne depuis dix ans. Pendant ce temps, les mines de charbon des alentours s'élargissent toujours plus.

## Progrès et prospérité, mais pour qui ?

El Hatillo est situé dans le département de Cesar, au nord de la Colombie. La région est riche en charbon. L'extraction intensive a débuté dans les années 1990 et a augmenté de 500% entre 1992 et 2014. En 2019, 62% du charbon extrait en Colombie provenait de Cesar, et donc également des mines d'El Hatillo. La Colombie compte parmi les dix principaux pays exportateurs de charbon au monde, le gouvernement considérant depuis de nombreuses années l'extraction et l'exportation de charbon comme un vecteur de progrès et de prospérité. À chaque arrivée à El Hatillo, je passe devant différentes

mines de charbon et des kilomètres de terrils, ces déchets de l'extraction. Les dernières minutes de trajet avant El Hatillo se font sur des chemins non asphaltés. Je suis secouée dans tous les sens. Je vois des cabanes en bois et en torchis et je me demande : du progrès et de la prospérité... mais pour qui ?

Les habitant-e-s d'El Hatillo ont vécu pendant des décennies de la pêche, de ses terres et de ses animaux. Depuis l'extraction minière, cela a beaucoup changé. « Avant, nous travaillions beaucoup en communauté », se souvient Almeys Mejía. « On partait en groupe pêcher à la rivière. On s'arrêtait une fois qu'on avait assez de poisson pour la semaine. On plantait ensemble les bananes plantains, le manioc, etc., et on se répartissait le tout ensuite ». Depuis l'expansion des mines, nous avons perdu beaucoup de surface agricole, les nappes phréatiques sont polluées, la rivière a été déviée, s'est peu à peu amenuisée et a finalement été asséchée complètement.

## Relogement à cause des dégâts environnementaux

Le relogement des habitant-e-s d'El Hatillo a été décrété en 2010 par le ministère de l'Environnement colombien en raison de la forte pollution de l'air et des lourds risques sanitaires qui en résultaient. En novembre 2018, des re-



En collaboration avec l'organisation partenaire de Comundo, Julia Schmidt développe un projet multimédia visant à informer sur le sort réservé aux habitants d'El Hatillo.



Environ 200 familles vivent encore à El Hatillo. Cela fait 10 ans qu'elles auraient dû être déplacées à cause de l'exploitation massive du charbon aux abords du village.



présentant-e-s de la communauté locale et les entreprises minières concernées ont signé un plan de relogement définitif qui prévoit que la population soit déplacée dans un délai de trois à cinq ans maximum (ndlr. entre 2015 et 2018, deux autres coopérants de Comundo, Tatiana Rojas et Francesco Gerber, ont soutenu les communautés locales dans les phases de négociation de ce plan).

Mais quelques mois plus tard, tout s'est à nouveau arrêté. « On a remarqué que ça n'avancait pas. On demandait des explications, mais sans succès », explique Almeys Mejía. Pour être tenus au courant, des habitant-e-s d'El Hatillo ont bloqué en novembre 2019 le chemin de fer par lequel une grande partie du charbon transite vers le port de Santa Marta, sur la côte caribéenne. Un semblant d'explication a alors été donné : l'une des entreprises concernées aurait eu des difficultés financières. Le processus a alors repris très lentement, quelques semaines plus tard.

Ces retournements de situation sont éprouvants, même pour moi qui accompagne le processus sans être personnellement touchée. Je me suis souvent dit que si ces communautés devaient être déplacées à cause de multinationales avides de profit, cela devait au moins se faire dignement.

### L'entreprise suisse Prodeco-Glencore

Mon organisation partenaire – la Fundación Chasquis – travaille depuis plusieurs années à El Hatillo. Elle a documenté des situations de crise et a soutenu des communautés qui ont dû être relogées. C'est dans cette optique qu'est né le projet « Memorias de Tierra – Le destin d'El Hatillo », pour lequel je mets à profit mon expérience de journaliste. Dans une plateforme multimédia à 360°, nous proposons une visite à travers le village et permettons à la communauté déplacée de revoir son lieu d'origine. Mais surtout, les Colombien-ne-s ou Eu-

ropéen-ne-s intéressé-e-s peuvent ainsi découvrir cette histoire et les conséquences dramatiques de l'extraction minière. La plupart des Européen-ne-s ignorent que du charbon colombien est brûlé dans les centrales allemandes pour produire de l'électricité, ou encore qu'une entreprise suisse, Prodeco-Glencore, est active à Cesar et à El Hatillo.

Depuis l'expansion des mines, nous avons perdu beaucoup de surface agricole, les nappes phréatiques sont polluées, la rivière a été déviée, puis a été asséchée complètement.

Ni Almeys Mejía ni Yolima Parra n'ont espoir que le calendrier fixé pour le relogement soit respecté. Le coronavirus met à l'arrêt beaucoup de choses et accentue la lenteur du processus. Même si les habitant-e-s d'El Hatillo ne veulent pas partir, ils et elles espèrent plus de certitudes sur leur avenir. « Nous ne voulons plus nous réveiller chaque matin en nous demandant quand nous devons partir », explique Yolima Parra. « Il y a ici des personnes âgées, des enfants, des femmes enceintes, des mères célibataires. Il ne faut pas oublier que l'on parle d'êtres humains. » ➤

Plus d'info sur le projet de Julia Schmidt :  
→ [www.comundo.org/fr/schmidt](http://www.comundo.org/fr/schmidt)

Lien vers la plateforme multimédia :  
→ [www.memoriasdetierra.com/api](http://www.memoriasdetierra.com/api)



# Pour des multinationales responsables

L'Initiative pour des multinationales responsables vise une évidence : lorsqu'elles polluent des rivières ou exploitent des populations, les multinationales doivent répondre de leurs actes. Entretien avec le Co-président de l'initiative Dick Marty.

Interview : Priscilla De Lima

**Business mondial,  
responsabilité globale.**



**Initiative  
multinationales  
responsables**

**COMUNDO NEWS :** *Dick Marty, le 29 novembre, nous voterons sur la question de la responsabilité des multinationales. Pourquoi est-il important de soutenir l'initiative et non le contre-projet ?*

**Dick Marty :** Le contre-projet est un écran de fumée. Il demande aux multinationales d'inclure dans leurs rapports annuels une autodéclaration sur leurs agissements dans le domaine des droits humains, de plus limité au travail des enfants et à l'extraction minière dans les zones de conflit. Nous le savons tous : l'auto-régulation est totalement inefficace pour changer les entreprises qui agissent sans scrupules depuis des années, et puis, elle est inutile pour toutes les entreprises qui se comportent correctement. Nous l'avons encore constaté durant cette crise du coronavirus : dans les pays les plus fragiles, les mines ont continué à fonctionner malgré la fermeture générale de toutes les activités.

**En Suisse, nous avons la plus forte concentration de multinationales au monde : nous avons une forte responsabilité.**

**Pourquoi les suisses devraient-ils accepter une initiative qui traite de questions se déroulant en dehors de leurs frontières ?**

En Suisse, nous avons de loin la plus forte concentration de multinationales au monde par rapport à la population. Nous avons donc une forte responsabilité au niveau international. Et c'est une question d'éthique : une injustice perpétrée n'importe où dans le monde doit nous interpeller, d'autant plus si cela se produit dans une entreprise ayant son siège dans notre pays. Si nous voulons plus de paix en ce monde, nous devons promouvoir la justice partout, en particulier dans les pays où les institutions sont insuffisantes et où la justice ne fonctionne pas ou est corrompue. Peut-on accepter que des entreprises suisses puissent violer les droits humains fondamentaux et nuire gravement à l'environnement en toute impunité ?





## UN AUTOMNE SUR LE THÈME DES MULTINATIONALES

### Quelles sont les étapes jusqu'à la votation ?

Nous avons prévu de présenter le film exclusif "Multinationales, l'Enquête" dans plus de 300 projections à travers toute la Suisse, mais le coronavirus a tout annulé (ndlr. ce film sera diffusé lors de deux soirées organisées par Comundo à Fribourg et Martigny, voir ci-contre). Mais notre force, ce sont nos 380 comités locaux constitués dans tout le pays. Nous expliquerons encore et encore que cette initiative ne demande rien de plus que ce qui se passe dans toute société civilisée, à savoir que ceux qui enfreignent la loi sont sanctionnés. Il s'agit d'une question de responsabilité : chacun est tenu responsable de ses actes et doit payer pour les dommages causés volontairement. C'est une mesure que l'ONU et le Conseil de l'Europe demandent, et plusieurs pays ont déjà adopté une loi correspondante. Il s'agit de ne pas rester en retard dans ce domaine.

### Peut-on accepter que des entreprises suisses puissent violer les droits humains fondamentaux ?

**Grâce à un coopérant présent sur place en 2018, Comundo avait dénoncé un grave cas de violence contre la population perpétré par Glencore au Pérou (voir p.8). Concrètement, si l'initiative devait être approuvée, quelles seraient les chances de ces personnes de faire entendre leurs voix ?**

Dans les affaires civiles, la charge de la preuve des dommages incombe à la victime. Celle-ci doit également prouver qu'il y a eu négligence dans la violation des règles. On ne peut pas s'attendre à une multitude de procès contre les multinationales. Mais la loi exigera désormais qu'elles suivent les standards minimaux en termes de droits humains et d'environnement, puis les victimes pourront dénoncer les atteintes à ces principes fondamentaux. Les ONG de défense des droits humains resteront néanmoins cruciales sur le terrain pour aider ces personnes à faire face à leurs frais de justice et à présenter des preuves irréfutables. Nous rééquilibrerons simplement le rapport de force entre les victimes et les multinationales. ➕

Plus de cas et d'info sur l'initiative :  
→ [www.comundo.org/multinationales](http://www.comundo.org/multinationales)



**Dick Marty,**  
Co-président du  
comité d'initiative

### EXPOSITION PUBLIQUE



#### « Ta main dans la mine »

1<sup>er</sup> oct. – 18 déc. 2020 | lu. – ve. 9h-17h

Comundo, Rue des Alpes 44, 1700 Fribourg

« Des multinationales au consommateur » : tel est le sous-titre de cette expo qui questionne notre mode de vie. Quel impact avons-nous comme consommateurs sur toute la chaîne de production ? Quel est le rôle des multinationales ? Ouvert à toutes et tous. Ateliers de groupes organisés sur demande !

### SOIRÉE-VERNISSAGE



#### « Les multinationales : responsables ? »

Je. 1<sup>er</sup> oct. 2020, 18h15 – Rue des Alpes 44, Fribourg

Ve. 9 oct. 2020, 18h15 – Rue de l'Eglise 2, Martigny

En vue de la votation, une soirée exceptionnelle autour du rôle des multinationales. Projection du film événement !

**18h15** : Glencore au Pérou et conflits sociaux – (conf.)

**18h40** : « Multinationales: l'enquête » – le film

**19h30** : Alternatives à l'accaparement de l'Amazonie péruvienne – conf. de Florence Frossard

**19h50** : Discussion / **20h20** : Apéritif offert

Inscription : 058 854 12 40 / [fribourg@comundo.org](mailto:fribourg@comundo.org)

Mesures et distances Covid-19 assurées.



# « Nous ne sommes pas tou-te-s dans le même bateau »

La géographe Nuria Frey s'est engagée avec Comundo dans les Andes péruviennes en faveur d'une répartition équitable de l'eau et des droits des peuples indigènes. Après avoir passé trois ans sur place, elle est désormais de retour en Suisse.

Auteure : Simone Bischof Lusti, Photos: Marcel Kaufmann

**G**âce à sa formation de géographe, à ses connaissances étendues sur les autres pays et un grand savoir-faire méthodologique, Nuria se sentait parée pour un engagement avec Comundo. L'idée de travailler aux côtés de la population locale dans un projet de développement l'a attirée dès de début. « Dans les faits, ça a néanmoins été un défi de déterminer quel était vraiment mon rôle en tant que coopérante », raconte-t-elle. « Je ne voulais et ne pouvais ni passer pour une consultante externe ni pour une assistante ». Avec le temps, Nuria est parvenue à trouver sa place, entre autres grâce à sa compréhension toujours plus affinée de la culture locale.

Sur place, Nuria soutenait le Centro Bartolomé de las Casas (CBC) de Cusco, une organisation partenaire de Comundo qui, par un travail de recherche et de formation, promeut une société démocratique et un développement durable. Son travail consistait à accompagner des projets relatifs à la gestion de l'eau : « L'accès à l'eau est très important. Si les ressources d'eaux naturelles sont polluées ou détruites par l'industrie minière ou le tourisme de masse, les communautés indigènes perdent leurs moyens de subsistance. La culture et l'identité des petit-e-s paysan-ne-s, étroitement liées à leur terre, sont également menacées. »

## Ensemble pour une meilleure protection de l'eau

L'observatoire interdépartemental créé par le CBC et d'autres organisations est un instrument important pour la protection des eaux dans la région de Cusco. En tant que géographe, Nuria a transmis à ses collègues les connaissances nécessaires pour récolter, traiter, analyser et présenter des données géographiques et ainsi dresser un tableau complet de l'état et de la disponibilité des sources d'eau. « Cela aide ensuite les petit-e-s paysan-ne-s à documenter et rendre visibles les cas de pollution des eaux, pour mieux lutter à plus long terme contre la destruction de leurs moyens de subsistance. »

« Si les ressources d'eaux naturelles sont polluées ou détruites par l'industrie minière ou le tourisme, les communautés indigènes perdent leurs moyens de subsistance. »



Nuria Frey et ses collègues lors du travail sur le terrain, près du lac Piuray, pour mettre à jour une carte de la zone.





La pénurie d'eau dans la région de Cusco est aggravée, entre autres, par la détérioration des sols et des écosystèmes. Nuria Frey s'est engagée pour une distribution équitable de l'eau entre les grandes entreprises et la population indigène locale.

tance », explique-t-elle. Face aux actions souvent peu scrupuleuses des multinationales et d'autres acteurs, il est primordial de connaître ses droits.

### Être conscient des interdépendances mondiales

Nous aussi, en Suisse, nous pouvons contribuer à un monde plus juste. Grâce à l'Initiative pour des multinationales responsables, nous pouvons obliger nos entreprises à respecter les droits humains aux quatre coins du monde. Comundo soutient cette initiative qui sera votée le 29 novembre. Comme coopérante de Comundo, Nuria était aussi chargée de sensibiliser son entourage en Suisse à la situation péruvienne. « Au final, nous sommes toutes et tous interconnecté-e-s. En consommant ou en voyageant, nous influençons directement les conditions de vie des populations de pays plus pauvres. Nous devrions donc toujours nous demander quelles répercussions nos modes de consommation peuvent avoir », explique-t-elle. Nuria a souvent entendu dire pendant la crise du Covid-19 que nous étions tou-te-s dans le même bateau. Or au Pérou, vu le nombre élevé de travailleuses et travailleurs du secteur informel et l'absence de sécurité sociale, de nombreuses personnes vivent une situation financière très difficile. « Voilà pourquoi il est important d'avoir conscience de ces disparités mondiales et d'agir en fonction de ses possibilités. » ➤

**IMPRESSUM :** COMUNDO NEWS / HORIZONTE / CARTABIANCA, 4 numéros par an, prix de l'abo : CHF 20.-, déduit de votre don ; tirage : 42'500 exemplaires ;

**Éditeur :**

Comundo, Kreuzbuchstrasse 44, CH-6006 Luzern, [www.comundo.org](http://www.comundo.org), Tél. 058 854 12 40, [fribourg@comundo.org](mailto:fribourg@comundo.org) ; CCP : 17-1480-9, IBAN : CH89 0900 0000 1700 1480 9 ;

**Rédaction :** Christa Arnet-Engetschwiler, direction ; Lina Aerni ; Simone Bischof-Lusti ; Nicolas Bugnon ; Priscilla De Lima ; Daniel Scherrer ;

**Photographie :** Marcel Kaufmann ;

**Graphisme :** Medianovis AG, Zürich ;

**Imprimerie :** MulticolorPrint AG, Baar



**Abonnez-vous à notre Newsletter !**

Les dernières infos sur nos projets et événements :

→ [www.comundo.org/fr/newsletter](http://www.comundo.org/fr/newsletter)

Ou à travers les réseaux sociaux :



[facebook.com/ComundoFribourg](https://facebook.com/ComundoFribourg)



[twitter.com/ComundoFribourg](https://twitter.com/ComundoFribourg)





« Dès l'enfance j'ai été marqué par les missions de coopérant-e-s car ma mère était abonnée au magazine „Bethléem“. Dès que je suis devenu médecin assistant, j'ai décidé d'adhérer à la proposition „auto-imposition“ : depuis lors, je donne une partie de mon salaire pour soutenir les coopérant-e-s actifs auprès des personnes moins favorisées. »

Dr. Stefano Montaldi,  
donateur depuis 1982

*Merci de tout cœur pour votre soutien!*

**Dons**

CCP : 17-1480-9

IBAN : CH89 0900 0000 1700 1480 9

**Comundo**

Bureau Suisse romande

Rue des Alpes 44, CH-1700 Fribourg

Tél. +41 58 854 12 40 | fribourg@comundo.org

